

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : **MA25SI 0006**

**REALISATION DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE DU SITE INTRANET DES  
SALARIES DE FILIERIS**

*Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PRESENTATION GENERALE .....	3
ARTICLE 2 - OBJET, DUREE ET PROCEDURE DU MARCHE .....	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	4
ARTICLE 4 - CONTENU DE LA PRESTATION ET CONSTATATION .....	4
ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - MODE DE REGLEMENT .....	5
5.1. ETABLISSEMENT DU PRIX .....	5
5.2. EVOLUTION DES PRIX .....	6
5.3. PAIEMENT .....	6
5.3.1. Paiement des sous-traitants .....	6
5.3.2. Frais de déplacement .....	7
5.3. 3 facturation : .....	7
Article 6 - REMISE .....	8
ARTICLE 7 - PENALITES .....	8
ARTICLE 8. DELAIS DE REMISE EN FONCTION .....	10
ARTICLE 9. RESILIATION ET EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE ....	10
ARTICLE 10. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE .....	11
ARTICLE 11. REVUE DE MARCHE .....	11
ARTICLE 12. RESPONSABILITES .....	12
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	12
13.1 Avance .....	12
13.2 Nantissement .....	12
ARTICLE 14 – MODIFICATION EN RAISON D’UNE OBSOLESCENCE .....	12
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES .....	13
15.1 Propriété intellectuelle .....	13
15.2 Sécurité et protection des données à caractère personnel .....	13
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES .....	15
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC .....	15

## ARTICLE 1 – PRESENTATION GENERALE

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère de la santé et de l'accès aux soins et du Ministère du Budget et des Comptes Publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 130 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), des dispensaires
- 16 pharmacies,
- 1 magasin d'optique
- 22 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD,
- 16 services de soins infirmiers à domicile.
- 2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile
- 1 service de matériel médical
- 1 centre de vaccination
- 1 centre d'examen de santé
- 1 centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)
- 1 maison des aidants

L'ensemble des professionnels de santé des centres de santé sont des salariés de la CANSSM.

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant :

<http://www.filieris.fr>

## ARTICLE 2 - OBJET, DUREE ET PROCEDURE DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les prestations de maintenance du site intranet des salariés de Filieris

Le marché est conclu pour une période initiale de **douze (12) mois** à compter de sa date de notification

A l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément trois **(3) fois** par le représentant du pouvoir adjudicateur par période de douze **(12) mois**, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse quarante-huit **(48) mois**.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un (1) mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché. La non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à trois (3) mois au-delà de la date de fin de validité du marché, conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1.1°, R2123-1.1° et R2123-2 à 2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Le présent marché est un marché public dit composite, comprenant une part forfaitaire et une part à bons de commande avec un montant maximum de **10 000 € HT sur la durée globale**, tel que réglementé par les articles L 2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

## ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de leur énumération.

- L'acte d'engagement et son annexe financière (prix forfaitaire/unitaire)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG –TIC) du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les bons de commande

## ARTICLE 4 - CONTENU DE LA PRESTATION ET CONSTATATION

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La constatation des prestations est réalisée conformément aux stipulations du chapitre V du CCAG-TIC.

## ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - MODE DE REGLEMENT

### 5.1. ETABLISSEMENT DU PRIX

Les prestations du présent marché, sont traitées à prix forfaitaires pour la partie maintenance technique et unitaires pour les prestations ponctuelles.

La forme des prix est mixte, c'est-à-dire :

- Une partie à prix forfaitaire annuel, correspondant à la maintenance corrective et technique (art. 3.1 du CCTP) et ;
- Une partie s'exécutant par émission de bons de commande, correspondant à la maintenance évolutive (art. 3.2 du CCTP) y compris les prestations sur devis.

Les prix sont réputés :

- inclure toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes, la cession exclusive des droits (hormis le droit moral) de propriété intellectuelle afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent marché ;
- établis aux conditions économiques du mois correspondant à la remise des offres, mois Mo.

Seuls les prix indiqués dans l'annexe financière s'appliquent.

FILIERIS peut également demander un devis à l'entreprise titulaire pour les prestations complémentaires, comme indiqué à l'article 3.2.1.2 du CCTP. En cas d'acceptation du devis, celui-ci fera l'objet d'un bon de commande dans les conditions stipulées par le présent marché.

*Le devis sont demandés et validés dans les conditions suivantes :*

- Une demande écrite est adressée par FILIERIS au titulaire
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la demande pour faire une proposition à FILIERIS. Passé ce délai, la commande est considérée comme caduque sauf autorisation expresse écrite de dépassement de la part de FILIERIS
- La proposition de devis est valable un (1) mois, FILIERIS devant accepter expressément le devis pendant la durée de validité. Le silence gardé de FILIERIS au-delà d'un (1) mois vaut rejet.

*Concernant les devis ;*

- Les devis peuvent être négociés
- Le délai de validité d'un (1) mois court à partir de la proposition de l'offre finale
- La validation du devis ne vaut pas déclenchement de la prestation
- Les devis ne peuvent pas concerner de prestations dont l'exécution est pluriannuelle
- Les devis feront l'objet d'un bon de commande, élément déclencheur des prestations

Les prix du présent marché sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date de remise des offres (M0)

Les prix seront calculés en application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement. Conformément à l'article 10 du C.C.A.G – T.I.C., les prix de règlement tiennent compte des variations de la TVA.

Les coûts de maintenance seront regroupés dans une seule facture.  
Ils seront facturés annuellement à terme à échoir.

Pour tout nouveau module installé, ces frais de maintenance seront regroupés sur la facture de maintenance suivante au prorata entre la date d'installation (PV de Service Régulier) et le terme de la période de facturation en cours.

## **5.2. EVOLUTION DES PRIX**

Les prix forfaitaires et les prix unitaires sont fermes la première année et révisables les années suivantes.

Le pourcentage de remise standard sur nouveaux modules est fixe pour toute la durée du marché.

Les prix forfaitaires de la maintenance corrective, évolutive et de support et les prix unitaires sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché, en fonction de l'indice SYNTEC, selon la formule suivante :

$$P = P0 * [0,80 + 0,20 *(S/S0)]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé régi par la clause de sauvegarde ci-dessous,

P0 est le prix de base,

S est l'indice SYNTEC, le plus récent publié à la date de révision,

S0 est l'indice SYNTEC, du mois d'établissement des prix du marché (Mois M0).

La proposition de révision des prix doit intervenir un mois avant la date anniversaire de notification du marché.

La règle de l'arrondi se fera conformément à l'article 10.2.3 du CCAG TIC

La demande de révision du prix doit s'effectuer au moins un (1) mois avant la date de révision de chaque année. Passé ce délai, les prix en vigueur continuent de s'appliquer pour l'année qui suit, sans que le titulaire puisse formuler de contestation à cet égard. La proposition de révision de prix est expressément acceptée.

## **5.3. PAIEMENT**

### **5.3.1. Paiement des sous-traitants**

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique et de l'article 12.2 du CCAG- TIC, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions

de paiement du sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance

### 5.3.2. Frais de déplacement

Les prix relatifs aux frais de repas, de déplacement et d'hébergement ne sont pas révisables et seront remboursés au titulaire aux frais réels sur présentation de justificatifs, dans la limite du Barème UCANSS (Circulaire UCANSS – LC006-25) suivant les modalités ci-après.

- Frais de déplacement en train ou avion: sur la base d'un billet SNCF de seconde classe ou d'un billet d'avion de classe économique.
- Frais de restauration : 29,50 €
- Frais de nuitée : 115,80 € (hors Ile de France)
- 

Dans l'hypothèse où le déplacement serait effectué en véhicule automobile, le remboursement sera effectué sur la base suivante :

Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile	Véhicule automobile de 5 CV fiscaux et moins	Véhicule automobile de 6 CV fiscaux et plus
Jusqu'à 10 000 km	0,77€ / km	0,89€ / km
Au-delà de 10 000 km	0,54€ / km	0,78€ / km

Ces frais comprennent le péage.

En cas de nouvelle circulaire UCANSS, ce tarif sera automatiquement mis à jour.

Les frais de déplacement seront remboursés sur présentation des justificatifs suivants :

- Photocopie de la carte grise
- Déclaration sur l'honneur indiquant le lieu de départ (adresses du domicile du salarié missionné ou de la société titulaire du marché) et le lieu d'arrivée (celui de la mission considérée, hors région parisienne).

Les frais de taxi pourront être remboursés après acceptation préalable de l'Agent comptable dès lors que ce moyen de transport permet d'optimiser le temps d'intervention du consultant sur un site. Ils seront remboursés aux frais réels sous réserve de la production de la facture émise par le taxi.

Le remboursement des frais de taxi sera exclusif de l'indemnité kilométrique.

Ces frais de déplacement sont modifiés annuellement par circulaire de l'UCANSS. Les derniers tarifs applicables seront ceux en vigueur au moment de la réalisation des prestations ayant engendrées des déplacements.

### 5.3. 3 facturation :

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par le service de l'organisme qui aura passé commande.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts

moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de transmission de la facture sur le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures.

Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct doivent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé :

<https://chorus-pro.gouv.fr> via Chorus pro, les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET : 775 685 316 00017
- Le code service chorus de l'établissement ayant passé la commande.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.f>

## **Article 6 - REMISE**

L'annexe financière précise les taux de remise applicables aux prestations correspondantes. Ces remises sont applicables dès la notification du présent accord-cadre et pour sa durée complète.

Ces remises ne sont pas exclusives de rabais ou d'offres commerciales ou particulières que le titulaire du présent accord-cadre peut proposer exceptionnellement à Filieris pour une durée limitée.

L'application d'une remise exceptionnelle doit toujours aboutir à un prix inférieur à celui prévu au à l'accord-cadre.

Les taux de remise consentis par le titulaire ne peuvent évoluer qu'à la hausse et ce, que les prix évoluent à la hausse ou à la baisse.

## **ARTICLE 7 - PENALITES**

Le titulaire devra respecter scrupuleusement les spécifications du marché et il devra exécuter les prestations telles qu'elles sont décrites au CCTP. En cas de difficultés, le titulaire devra immédiatement avertir la CANSSM.

En cas d'impossibilité d'exécution liée à des événements indépendants de sa volonté (grève, intempéries exceptionnelles, incidents graves...) le titulaire s'engage, en accord avec le pouvoir adjudicateur, à trouver toutes solutions de remplacement les plus adaptées.



Il est expressément convenu que les pénalités ont un caractère exclusivement moratoire et ne libèrent pas le titulaire de son obligation de réaliser les prestations ayant donné lieu à l'application des pénalités.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- de renoncer à tout ou partie de l'application des pénalités
- de moduler leur application s'il le juge utile et selon les circonstances.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG -TIC, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **7.1 Pénalités pour retard – anomalies bloquantes (erreurs bloquantes ou critiques)**

Par dérogation aux articles 14.2.6 et 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement des délais d'intervention maximum fixé à l'article 3.1.1.2 du CCTP, le « TITULAIRE » encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable :

#### Dysfonctionnement bloquant

- 150 € par jour de retard pour l'intervention du prestataire

### **7.2 Pénalités pour retard – anomalie non bloquantes (erreurs simples)**

Par dérogation aux articles 14.2.6 et 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du délai d'intervention maximum fixé à l'article 3.1.1.2 du CCTP, le « TITULAIRE » encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable :

#### Dysfonctionnement non bloquant

- 100€ par jour de retard pour l'intervention du prestataire

### **7.3 Pénalités pour retard – prestations à prix unitaires**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TC le calcul des pénalités s'appliquera de la manière suivante

Pour les prestations à prix unitaires, la pénalité suivante s'appliquera :

$P = V * R / 200$ , dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA du devis validé conjointement par la DSI et le Titulaire ;

R = le nombre de jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, les pénalités de retard sont plafonnées à **25%** du montant maximum annuel de commande hors-taxes.

### **7.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

Pour les pénalités relatives aux violations des obligations de sécurité ou de confidentialité, il sera fait application de l'article 14.3 du CCAG-TIC.

## ARTICLE 8. DELAIS DE REMISE EN FONCTION

Le présent article a vocation à s'appliquer dans le cadre de la maintenance corrective pour les anomalies bloquantes définies à l'article 3.1.1.2 du CCTP.

Le délai de remise en fonction est le délai entre lequel l'anomalie est signalée au titulaire et la fourniture par ce dernier d'une solution rendant la fonctionnalité opérationnelle à **100%**.

**Ce délai est pour rappel, de :**

- **Dysfonctionnement bloquant (erreurs bloquantes ou critiques)**

Suivant le type d'anomalies, le délai de remise en fonction à distance d'un technicien spécialisé est fixé à 4 heures (erreur bloquante) ou 48 heures (erreur critique) à compter de la réception de la demande d'intervention par le prestataire

- **Dysfonctionnement non-bloquant (erreur simple)**

Le délai de remise en fonction à distance d'un technicien spécialisé est fixé à 7 jours à compter de la réception de la demande d'intervention par le prestataire.

## ARTICLE 9. RESILIATION ET EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation pour motifs d'intérêt général, par dérogation à l'article 51 du CCAG- TIC, il ne sera versé aucune indemnité.

- En application de l'article 54 du CCAG-TIC, le marché pourra être exécuté aux frais et risques du titulaire dans les conditions ci-dessous.

-

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 10. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE**

Le « TITULAIRE » certifie être informé des dispositions du contrat référencé ci-dessus, conclu entre le TITULAIRE et la CANSSM et se soumettre aux obligations qui y sont stipulées.

Le « TITULAIRE » s'engage ainsi que son personnel à ne divulguer, et cela pendant la durée des prestations ainsi qu'après l'exécution de celles-ci, aucune information ou aucun document relatif auxdites prestations ou activités de toutes sortes entreprises par la CANSSM ni à les utiliser directement de quelque manière que ce soit autrement que pour l'exécution des travaux, objet du présent contrat.

En particulier, le « TITULAIRE » s'engage à :

- ne conserver aucune copie des documents et supports d'informations confiés par la CANSSM ou utilisés par la CANSSM, après l'exécution des prestations,
- ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- à informer son personnel de son obligation de discrétion et de sécurité.

Le « TITULAIRE » s'engage conformément à l'article 1112-2 du code civil, au respect, par ses préposés dûment autorisés et ses sous-traitants, de l'engagement de confidentialité exposé ci-dessus.

## **ARTICLE 11. REVUE DE MARCHE**

Le titulaire sera impérativement prévenu au moins **1 (1) mois** à l'avance en cas d'évolution.

Le montant de la maintenance annuelle due par la CANSSM sera alors recalculé tenant compte des modifications opérées par la CANSSM.

En cas de modification de périmètre du marché, **celui-ci fera l'objet d'un avenant.**

Le marché pourra être évalué et revu conjointement par la Direction des Systèmes d'Information et le titulaire une fois par an avant la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAJ) du Siège de la CANSSM sera associée, en tant que de besoin, à cette revue de marché.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse des interventions en matière de support et le taux de résolution de ces interventions.

Le titulaire proposera à la CANSSM/FILIERIS un plan d'actions face aux différentes difficultés rencontrées ou par rapport aux objectifs non atteints.

## **ARTICLE 12. RESPONSABILITES**

L'offre financière du titulaire a été établie pour les montants inscrits aux annexes financières de l'acte d'engagement en tenant compte de la limitation de responsabilités ci-dessous.

Dans tous les cas où la responsabilité du TITULAIRE et des sous-traitants serait établie au titre du Marché, le montant total de la réparation due le cas échéant à l'établissement pour l'intégralité de ses préjudices réparables aux termes du Marché est expressément limité, toutes causes et tous sinistres confondus, au montant total des sommes payées par l'établissement et encaissées par le TITULAIRE et ses sous-traitants au titre du Marché (déduction faite de toute pénalité payée par le TITULAIRE à l'établissement et relative aux niveaux de services ou à tout retard).

Ce plafond de responsabilité ne s'applique pas en cas de manquement du TITULAIRE à ses obligations de confidentialité au titre du Marché (y compris s'agissant de la confidentialité couvrant les données concernant les patients), ainsi que dans le cadre de la garantie accordée par le TITULAIRE pour le cas où un tiers estimerait que le Progiciel ou l'un des Eléments de la Solution violerait l'un de ses droits de propriété intellectuelle.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

## **ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **13.1 Avance**

Le régime de l'avance est soumis aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC.

Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

### **13.2 Nantissement**

Le présent marché peut être nanti dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

## **ARTICLE 14 – MODIFICATION EN RAISON D'UNE OBSOLESCENCE**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une évolution technologique rendant le matériel obsolète peut avoir pour effet de rendre obligatoire les modifications suivantes :

- substitution des matériels, composants, équipements et services associés prévus dans les pièces financières ;
- ajout d'un ou plusieurs matériels, composants, équipements et services associés ;

- suppression d'un ou plusieurs matériels, composants, équipements et services associés prévu(s) initialement.

Lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement dépassée, il peut proposer une substitution permettant à Filieris de bénéficier de matériels, composants, équipements et services associés présentant un meilleur rapport performance globale/prix. Il doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels, composants, équipements et services associés proposés initialement. Cette demande est accompagnée de justificatifs et d'une documentation technique complète sur les nouvelles évolutions. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière à la hausse et à plus de 10% du montant total initial de l'accord-cadre.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de fourniture et de service sur lequel le titulaire s'est engagé, ni d'augmenter le prix des fournitures/matériels pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, texte modifié surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l'annexe financière ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée à Filieris.

La dernière version émise se substitue à la précédente.

En cas de désaccord sur le nouveau montant de l'accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie de l'accord-cadre. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité

## **ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES**

### **15.1 Propriété intellectuelle**

Le Titulaire déclare détenir l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur l'application et /ou être régulièrement Titulaire des droits d'utilisation et d'exploitation portant sur les logiciels et progiciels tiers nécessaires à son fonctionnement.

Il concède à la CANSSM des licences personnelles, non exclusives, non transmissibles et non cessibles d'utilisation de la solution. Chaque licence est consentie pour la durée du marché et les besoins propres de la CANSSM.

La CANSSM s'interdit de céder et de transmettre de quelque manière que ce soit, même à titre gratuit, le droit d'utilisation concédé dans ce marché.

### **15.2 Sécurité et protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service, objet du marché, le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (cf description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du marché
2. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Demander l'autorisation à la CANSSM pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Il doit informer préalablement et par écrit la CANSSM de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché de sous-traitance. La CANSSM dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la CANSSM n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

#### 7. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par la CANSSM de ses obligations

Le Titulaire aide la CANSSM pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 8. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des services de traitement
- le respect du protocole d'accès pour la télémaintenance ou téléassistance, incluant notamment une stricte limitation aux équipements concernés et une traçabilité des opérations réalisées

- l'interdiction de réaliser une copie de toutes données à caractère personnel, sans accord formelle de la CANSSM et sous réserve que sa destruction soit confirmée par écrit dès la fin de l'opération de maintenance
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

#### 9. Désignation d'un DPO

Le Titulaire communique à la CANSSM le nom et les coordonnées du Délégué à la Protection des Données (Data Protection Officer, DPO) qu'il a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

#### 10. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties contractantes s'efforceront de régler à l'amiable les litiges qui pourraient survenir au cours de l'exécution du marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie amiable relèvent de la compétence des juridictions judiciaires (Tribunal Judiciaire de Paris – 29-45 Parvis du Tribunal de Paris – 75589 PARIS Cedex 17).

### ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC

ARTICLES CCAP	ARTICLES CCAG - TIC
7 « pénalités »	14.1.3 ; 14.2.6 ; 14.1.1 ; 14.1.2
9 « Résiliation »	51